

# BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2019

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

ÉPREUVE DU JEUDI 20 JUIN 2019

SÉRIE : ES

# Spécialité

## CORRIGÉS

*Les corrigés proposés fournissent des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais ils ne doivent pas être considérés comme une norme.*

# DISSERTATION S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE

## PROPOSITION DE CORRIGÉ

**Sujet :** L'école est-elle le seul déterminant de la mobilité sociale ?

**Programme officiel :**

**Sociologie**

**1. Classes, stratification et mobilités sociales**

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
1.2 Comment rendre compte de la mobilité sociale ?	Mobilité intergénérationnelle /intra-générationnelle, mobilité observée, fluidité sociale, déclassement, capital culturel, paradoxe d'Anderson.	Après avoir distingué la mobilité sociale intergénérationnelle d'autres formes de mobilité (géographique, professionnelle), on se posera le problème de sa mesure à partir de l'étude des tables de mobilité sociale dont on soulignera à la fois l'intérêt et les limites. On distinguera la mobilité observée et la fluidité sociale et on mettra en évidence l'existence de flux de mobilité verticale (ascendante et descendante) et horizontale. On étudiera différents déterminants de la mobilité et de la reproduction sociale : l'évolution de la structure socioprofessionnelle, le rôle de l'école et de la famille.  <b>Acquis de première :</b> groupe d'appartenance, groupe de référence, socialisation anticipatrice, capital social.

**Attentes essentielles :**

Notions	Mobilité sociale, mobilité intergénérationnelle, capital culturel.
Mécanismes	– Montrer que l'école est un facteur de mobilité sociale. – Rôle de l'évolution de la structure socioprofessionnelle. – Rôle du milieu social et stratégies familiales.
Savoir-faire	Lecture et interprétation de proportions, pourcentages de répartition.

**Exploitation possible des documents :**

Document 1	– Influence du milieu social d'origine dans la réussite dans l'enseignement supérieur. – Entre 2013 et 2015, 65 % des enfants de cadres et professions intermédiaires (dont enseignants) sont diplômés de l'enseignement supérieur et seulement 30 % des enfants d'employés et d'ouvriers. – Les enfants de cadres et professions intermédiaires (dont enseignants) sont surreprésentés dans les filières plus sélectives (grandes écoles par exemple).
------------	---

Document 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Illustre la modification de la structure sociale entre des personnes en 2014 - 2015 et leurs parents.</li> <li>– En 2014 - 2015, 2,5 % des hommes étaient agriculteurs exploitants et 7,8 % des pères l'étaient. 24,7 % des femmes étaient professions intermédiaires en 2014 - 2015 et 10,6 % des mères l'étaient.</li> <li>– On peut établir une relation entre le changement de la structure sociale et les diplômes nécessaires.</li> </ul>
Document 3	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Importance du diplôme pour acquérir une position sociale donnée.</li> <li>– En 2014, 68 % des cadres supérieurs ont un diplôme supérieur à Bac +2 ; 77 % des ouvriers n'ont aucun diplôme ou un diplôme de niveau maximum CAP ou BEP.</li> </ul>

### Problématique possible :

La mobilité sociale ascendante n'est-elle due qu'au mérite personnel ? L'école joue-t-elle un rôle essentiel dans la mobilité sociale ? Est-elle la seule à contribuer aux positions sociales des individus ?

### Proposition de plan détaillé :

<b>I) L'école joue un rôle important dans la mobilité sociale...</b>	<b>II) ... mais la mobilité sociale a aussi d'autres déterminants.</b>
<b>A) L'école favorise la mobilité sociale.</b>	<b>A) Le milieu social d'origine agit sur la mobilité sociale.</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les diplômes fournis par l'école tiennent compte du mérite. Égalité des chances. Démocratisation scolaire.</li> <li>• Les diplômes permettent une entrée dans la vie active, et donc d'acquérir une position sociale donnée. (document 3).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La famille transmet un capital culturel qui joue un rôle primordial dans la réussite scolaire.</li> <li>• La réussite scolaire, notamment dans l'enseignement supérieur, résulte en partie du milieu social d'origine des individus (document 1).</li> </ul>
<b>B) L'école accompagne la modification de la structure socioprofessionnelle.</b>	<b>B) Les stratégies familiales.</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• La structure socioprofessionnelle se modifie (document 2).</li> <li>• L'école fournit les diplômes nécessaires pour s'adapter à l'évolution de la structure socioprofessionnelle, ce qui permet d'éviter la reproduction sociale et contribue à une mobilité sociale ascendante.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les familles peuvent mettre en œuvre des stratégies rationnelles qui déterminent les trajectoires individuelles en fonction d'une analyse coût-avantage.</li> <li>• Les différences d'orientation dans le cursus scolaire traduisent différents comportements individuels et stratégies familiales.</li> </ul>

# ÉPREUVE COMPOSÉE

## PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie : **Mobilisation des connaissances**

**Question 1** : Illustrez la diversité des acteurs et des formes des conflits sociaux. (3 points)

Thème du programme :

Sociologie

2. Intégration, conflit et changement social

2.2 La conflictualité sociale : pathologie, facteur de cohésion ou moteur du changement social ?

**Réponse possible :**

Les conflits sociaux se différencient notamment par la diversité de leurs formes et de leurs acteurs. On attend au moins deux exemples différents de conflits sociaux pour illustrer cette variété.

- Par exemple, un conflit traditionnel, dans le monde du travail, où salariés et employeurs s'opposent. La grève constitue la forme traditionnelle du conflit social.
- Un autre exemple peut être celui d'un mouvement social portant sur la défense des minorités. Les acteurs engagés appartiennent à la société civile. Les formes sont variées : manifestations, pétitions, actions spectaculaires pour attirer l'attention médiatique, blocage de voies de circulation, appel au boycott...

**Question 2** : Présentez deux arguments qui montrent que l'emploi contribue à l'intégration sociale. (3 points)

Thème du programme :

Regards croisés

2. Travail, emploi et chômage

2.2 Quelles politiques pour l'emploi ?

**Réponse possible :**

L'intégration sociale se définit comme le processus qui conduit les individus à appartenir à leur groupe social et à la société dans son ensemble.

On attend deux arguments.

- L'emploi est un facteur d'intégration sociale car il procure à l'individu un revenu qui lui permet non seulement de répondre à ses besoins essentiels (logement, habillement, alimentation), mais aussi de se référer à un groupe en fonction de ses choix de consommation. L'emploi ouvre au salarié des droits à la protection sociale, et donc une protection en cas de survenue d'un risque social. C'est un rempart contre le processus d'exclusion.
- L'emploi s'accompagne d'un statut social, au cœur du mécanisme de l'intégration. Les individus se sentent intégrés car leur emploi leur procure une utilité sociale et de la reconnaissance.

## Deuxième partie (4 points) : Étude d'un document

Après avoir présenté le document, vous comparerez l'évolution de la croissance économique dans les économies de marché émergentes et en développement avec celle des économies avancées.

### Réponse possible :

Présentation du document	<p>Le document est un graphique, tiré des « Perspectives de l'économie mondiale », publié par le FMI en 2016.</p> <p>Ce document comporte deux courbes qui représentent le taux de croissance annuel du PIB dans les économies avancées et dans les économies de marché émergentes et en développement, de 2006 à 2016.</p> <p>La croissance du PIB est mesurée à prix constants, donc en volume.</p>
Collecte et traitement de l'information	<ul style="list-style-type: none"><li>- On constate que la croissance évolue de façon parallèle dans les pays développés et les pays émergents et en développement. La croissance est toujours plus forte dans les pays en développement, avec un écart de croissance souvent supérieur à 5 points de pourcentage. En 2006 par exemple, la croissance en volume était de 8 % dans les pays en développement, contre 3 % dans les pays développés.</li><li>- On constate sur la décennie étudiée une tendance au ralentissement de la croissance dans les deux types de pays. De 2006 à 2016, le taux annuel passe de 8 % à 4 % environ dans les pays en développement, et de 3 % à 2 % environ dans les économies avancées.</li><li>- La réduction des taux de croissance est plus forte dans les pays émergents et en développement, ce qui diminue l'écart entre les taux de croissance : 5 points d'écart environ de 2006 à 2011, 4 points d'écart en 2012, 2 points d'écart depuis 2015.</li><li>- En 2008-2009, la récession économique se transforme en dépression dans les pays développés (baisse du PIB de plus de 3 % en 2009) alors que l'on observe seulement une récession dans les pays en développement (augmentation du PIB de 3 % en 2009).</li></ul>

Troisième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire**  
**(10 points)**

**Sujet :** À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les firmes multinationales cherchent à améliorer leur compétitivité par des stratégies de localisation.

**Programme officiel :**  
**Science économique**

**2. Mondialisation, finance internationale et intégration européenne**

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
2.1 Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?	Avantage comparatif, dotation factorielle, libre-échange et protectionnisme, commerce intra-firme, compétitivité prix et hors prix, délocalisation, externalisation, firmes multinationales, spécialisation.	<p>En partant d'une présentation stylisée des évolutions du commerce mondial et en faisant référence à la notion d'avantage comparatif, on s'interrogera sur les déterminants des échanges internationaux de biens et services et de la spécialisation. On analysera les avantages et les inconvénients des échanges internationaux pour les producteurs comme pour les consommateurs. On présentera à cette occasion les fondements des politiques protectionnistes et on en montrera les risques. On s'interrogera sur les effets d'une variation des taux de change sur l'économie des pays concernés.</p> <p>En s'appuyant sur des données concernant le commerce intra-firme et sur des exemples d'entreprises multinationales, on abordera la mondialisation de la production. On analysera les choix de localisation des entreprises et leurs stratégies d'internationalisation. On étudiera à cette occasion les principaux déterminants de la division internationale du travail, en insistant sur le rôle des coûts et la recherche d'une compétitivité hors prix.</p> <p><b>Acquis de première :</b> gains à l'échange.</p>

**Attentes essentielles :**

Notions	Avantage comparatif, dotation factorielle, commerce intra-firme, compétitivité-prix et hors-prix, délocalisation, externalisation, firmes multinationales.
Mécanismes	Les principaux déterminants de la division internationale du travail. Stratégies d'internationalisation de la production. Recherche de compétitivité-prix et hors-prix.
Savoir-faire	Lecture de série chronologique, de % de répartition.

## Exploitation possible des documents :

Document 1	<p>La part des flux d'investissements directs à l'étranger entrant dans les économies développées a tendance à diminuer sur la période, alors que celle des flux d'investissements directs à l'étranger entrant dans les économies en développement a tendance à progresser (de ce fait, en fin de période leurs parts respectives sont proches).</p> <p>La part des flux d'investissements directs à l'étranger entrant dans les PMA est extrêmement faible et stable sur la période.</p>
Document 2	<p>Le document distingue deux stratégies de localisation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– L'accès au marché, en se localisant de manière privilégiée dans les pays développés.</li><li>– La recherche de compétitivité-prix par la décomposition internationale des processus de production.</li></ul> <p>Le document souligne la présence de stratégies hybrides et rappelle les contraintes qui pèsent sur le choix des stratégies comme les coûts de transports.</p>
Document 3	<p>Pour des raisons de recherche de compétitivité-prix, la localisation des FMN ne se fait pas que dans les pays en développement. Ainsi, les FMN qui s'implantent en Irlande recherchent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– une fiscalité modérée,</li><li>– une main-d'œuvre anglophone et qualifiée,</li><li>– un accès au marché européen.</li></ul> <p>Le document rappelle enfin les limites de l'attractivité de l'Irlande, en particulier en termes d'infrastructures à améliorer.</p>

## Raisonnement possible :

La compétitivité se définit au niveau de l'entreprise comme l'aptitude à faire face à la concurrence, à conserver ou augmenter ses parts de marché. On distingue la compétitivité-prix de la compétitivité hors-prix. Les choix de localisation peuvent améliorer ces deux types de compétitivité. Cela concerne en particulier les FMN, c'est à dire les entreprises qui, par définition, possèdent au moins une unité de production à l'étranger.

### **Les stratégies de localisation des FMN visent à augmenter la compétitivité-prix.**

Dans le cadre de la décomposition internationale des processus de production, les FMN recherchent de moindres coûts de production (main-d'œuvre bon marché, fiscalité avantageuse, normes sociales et environnementales peu contraignantes...).

Les IDE sont des réponses au protectionnisme tarifaire et non tarifaire. En produisant localement, les FMN échappent aux droits de douane et aux restrictions à l'importation.

Localiser la production à proximité d'une source de matière première réduit les frais de transports et les problèmes d'approvisionnement.

**Les stratégies de localisation des FMN peuvent aussi chercher à augmenter la compétitivité hors-prix et à s'approcher des marchés.**

Une implantation dans des pays où la main-d'œuvre est particulièrement qualifiée et la recherche-développement importante permet d'améliorer la compétitivité hors-prix.

S'implanter dans un pays à forte croissance permet de bénéficier du dynamisme de la demande.

Une entreprise peut également gagner en compétitivité en se rapprochant de la demande et des besoins des consommateurs locaux.

Les FMN ont une stratégie de localisation globale et les différentes logiques sont utilisées de façon complémentaire. Les FMN peuvent profiter d'une main-d'œuvre qualifiée locale et d'un vaste marché intérieur.

S'implanter dans un pays développé est un gage de stabilité politique.



## ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ : Sciences sociales et politiques

### PROPOSITION DE CORRIGÉ SUJET A

**Sujet :** Montrez que les nouvelles formes de démocratie, notamment délibérative, peuvent améliorer le système politique démocratique.

**Programme officiel :**

**Thème :**

#### 1. Le système politique démocratique

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
1.2 Comment s'organise la compétition politique en démocratie ?	Pluralisme politique, modes de scrutin, parité, démocratie délibérative.	Centré sur le gouvernement représentatif, ce point permettra d'étudier les enjeux socio-politiques de la compétition électorale contemporaine. Une attention particulière sera accordée à la place des organisations partisanes et aux effets des modes de scrutin (majoritaire, proportionnel notamment) sur la sélection des gouvernants. On identifiera les biais liés au genre et la difficulté particulière rencontrée pour assurer une représentation équitable des deux sexes en politique. On s'interrogera sur les évolutions de la vie démocratique contemporaine en Europe et notamment les places respectives de la démocratie représentative et d'autres figures de la démocratie (participative, délibérative). <b>Acquis de première :</b> démocratie représentative, démocratie participative.

**Attentes essentielles :**

Notions	Démocratie, démocratie délibérative.
Mécanismes	Savoir montrer que les nouvelles figures de la démocratie sont des tentatives de réponses aux difficultés de la démocratie représentative.

**Exploitation possible des documents :**

Document	<p>Le document invite à distinguer la démocratie participative de la démocratie délibérative.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– La démocratie participative permet aux citoyens de s'impliquer dans la vie politique. Le document donne des exemples de participation plus ou moins forte des citoyens : budget participatif à <i>Porto Alegre</i>, conseils de quartiers dans les grandes villes françaises...</li><li>– La démocratie délibérative consiste à informer les citoyens des arguments contradictoires d'un débat concernant une affaire publique de façon à ce qu'ils soient en mesure de faire part de leur avis. Le document donne les exemples suivants : sondages délibératifs, jurys citoyens et conférences de consensus.</li></ul>
----------	---

## Réponse possible :

On attend les définitions de démocratie représentative, participative et délibérative.

- La démocratie participative cherche à inclure les citoyens dans la prise de décision politique même si leur « pouvoir est assez limité ». Le document évoque par exemple le budget participatif de *Porto Alegre* où les citoyens votent l'allocation du budget de la ville. En France, dans les conseils de quartier, les citoyens débattent en général autour de problèmes de proximité (le bruit, la circulation, les commerces, les équipements sportifs...).
- La démocratie délibérative a pour objectif de révéler l'avis de citoyens correctement informés. On met en place des dispositifs permettant de prendre le temps de renseigner les citoyens avant de leur demander de se prononcer. Des experts aux avis et intérêts divergents présentent leurs arguments à des citoyens tirés au sort qui sont ensuite sondés. Cela permet de donner la parole à ceux qui ne la prennent jamais. Selon le document : « la délibération aurait pour vertu de faire émerger une opinion impartiale, détachée de tout intérêt privé ».
- La montée régulière de l'abstention dans les démocraties occidentales a nécessité la mise place de ces nouveaux instruments. Ils complètent la démocratie représentative en incluant mieux les citoyens dans la sphère politique.

On n'attendra pas que les candidats présentent les limites de ces nouvelles formes de démocratie (instrumentalisation par des élus en quête de légitimité, faible implication des citoyens les moins politisés, pouvoir inégal des interlocuteurs...).

## ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ : Sciences sociales et politiques

### PROPOSITION DE CORRIGÉ SUJET B

**Sujet :** Montrez l'importance du vote sur enjeu dans le comportement électoral.

**Programme officiel :**

**Thème :**

#### **2. La participation politique**

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
2.3 Comment expliquer le comportement électoral ?	Participation et abstention électorale, variables lourdes du comportement électoral, vote sur enjeu.	On analysera l'évolution des taux d'inscription sur les listes électorales, des taux de participation et/ou d'abstention et leurs déterminants sociaux et politiques. Les principaux résultats de la sociologie de l'orientation électorale seront présentés (poids de la variable religieuse, vote de classe, etc.). L'évocation de l'émergence d'un vote sur enjeu, influencé par les conjonctures politiques (campagnes électorales notamment), permettra de prendre la mesure de la volatilité électorale. La question de l'articulation entre médias, communication et vie politique sera également abordée afin de comprendre son éventuel impact sur les attitudes politiques (pratiques et opinions).

#### **Attentes essentielles :**

Notions	Variables lourdes du comportement électoral, vote sur enjeu.
Mécanismes	L'évocation de l'émergence d'un vote sur enjeu, influencé par les conjonctures politiques (campagnes électorales notamment), permet de prendre la mesure de la volatilité électorale.

#### **Exploitation possible des documents :**

Document	<ul style="list-style-type: none"><li>– Le document rappelle l'importance croissante du caractère indécis de l'électorat.</li><li>– Les variables de court terme sont les effets d'agenda « enjeux politiques du moment », l'image des candidats et les aléas de la campagne.</li><li>– Il est, en outre, question d'un « vote stratégique » qui consiste à voter pour un candidat que l'on ne souhaite pas voir élu.</li><li>– Le document évoque enfin le vote par défaut : choisir le candidat qui déplaît le moins.</li></ul>
----------	---

### Réponse possible :

La sociologie électorale oppose les variables lourdes du comportement électoral au « vote sur enjeu ». Dans le premier cas, le vote est le résultat de déterminismes sociaux, tandis que le vote sur enjeu reflète davantage le comportement d'un électeur rationnel. Cet enjeu peut être soit individuel, soit politique.

- Lorsque l'enjeu est individuel, l'électeur vote en fonction de son intérêt personnel et non pas en songeant à l'intérêt général. L'électeur est alors rationnel dans le sens où il analyse les programmes et promesses des candidats avant de voter. Cela peut avoir pour conséquence une tendance à la volatilité électorale.
- L'enjeu peut également être politique.  
La participation au vote peut varier en fonction de la perception de l'enjeu de l'élection par les électeurs. Ils votent davantage aux présidentielles et municipales par exemple.  
Un électeur stratège vote en fonction des sondages qui précèdent l'élection. Dans une élection présidentielle par exemple, cela peut conduire à ne pas voter dès le premier tour pour son candidat de prédilection, mais voter pour en faire perdre un autre.
- Le vote sur enjeu peut lui-même être influencé par les thèmes qui dominent lors de la campagne électorale, ce qui favorise certains partis ou candidats. Les médias jouent ici un rôle majeur dans « l'enjeu » de la campagne.

## ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ : Économie approfondie

### PROPOSITION DE CORRIGÉ SUJET A

**Sujet :** Comment peut-on expliquer le processus de globalisation financière ?

**Programme officiel :**

#### 3. Instabilité financière et régulation

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
3.1 Qu'est-ce que la globalisation financière ?	Actifs financiers, devises, intermédiation financière.	On présentera les principaux marchés financiers (marchés des changes et marchés des capitaux) et le rôle économique de chacun d'entre eux. On identifiera les différents acteurs y réalisant des transactions (entreprises, investisseurs institutionnels, etc.). On insistera sur l'interdépendance des différents marchés et sur l'importance de l'information pour leur fonctionnement. On analysera le triple processus de désintermédiation, déréglementation et décloisonnement qui caractérise l'évolution des marchés des capitaux depuis les années 1990 et conduit à la constitution d'un marché mondial des capitaux. <b>Acquis de première :</b> financement direct/indirect, taux d'intérêt.

**Attentes essentielles :**

Notions	Actifs financiers, intermédiation financière.
Mécanismes	Mouvement de décloisonnement des marchés. Mouvement de déréglementation.

**Exploitation possible des documents :**

Document 1	Le document reprend le phénomène de mondialisation des actifs financiers avec des marchés financiers : <ul style="list-style-type: none"><li>– Marchés unifiés : décloisonnement.</li><li>– Réglementation des marchés assouplie : déréglementation.</li></ul>
Document 2	Les détenteurs d'emprunts d'État sont de différentes origines, les non-résidents représentent une part de 64 % de l'ensemble de ces titres. Même le financement des États est décloisonné.

## Réponse possible :

### **La globalisation financière est due à la nécessité de rendre les marchés financiers plus efficaces.**

- Grâce à la globalisation financière, le financement de l'économie est plus efficace, plus simple, plus rapide, et il porte sur des montants supérieurs : « développer la concurrence par une vaste déréglementation, en supprimant les multiples contraintes ».
- Les États ont eu besoin de tels financements depuis les années 1980 en particulier et les détenteurs de capitaux du monde entier ont pu satisfaire ces besoins : « l'organisation cloisonnée des marchés de capitaux français ne permettait pas une confrontation globale de l'offre et de la demande de capitaux ».  
64 % des titres d'emprunts d'État français sont détenus par les non-résidents en 2014.

### **La globalisation financière est caractérisée par un décloisonnement, une déréglementation et une désintermédiation partielle.**

- Le décloisonnement et la déréglementation ont été les instruments de cette globalisation financière : « création d'un marché monétaire et la mise en place d'instruments de couverture ».  
Decloisonnement : processus de suppression des barrières entre les compartiments des marchés de capitaux, conduisant à une interdépendance des prix d'équilibre, tant au niveau domestique qu'international. C'est la création d'un marché unique de l'argent au niveau planétaire.  
Déréglementation : assouplissement ou suppression des règles encadrant les transactions financières.
- La globalisation financière peut enfin s'expliquer par la volonté des agents de contourner l'intermédiation bancaire en s'appuyant sur les marchés financiers (finance directe). En réalité, cette désintermédiation est relative car les banques continuent d'être des intermédiaires privilégiés entre offreurs et demandeurs de capitaux et ce, même sur les marchés financiers.

## ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ : Économie approfondie

### PROPOSITION DE CORRIGÉ SUJET B

**Sujet :** Montrez par quelles stratégies les entreprises peuvent exercer un pouvoir de marché.

**Programme officiel :**

**Thème :**

**2. Stratégies d'entreprises et politique de concurrence dans une économie globalisée**

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
2.1 Dans quelles circonstances les entreprises peuvent-elles exercer un pouvoir de marché ?	Monopole discriminant, barrière à l'entrée, faiseur de prix.	<p>En faisant référence au programme de première, on rappellera la diversité des structures de marché et la notion de pouvoir de marché, qui permet aux entreprises d'élaborer des stratégies concurrentielles. On analysera la nature et la variété des barrières à l'entrée qui expliquent l'existence d'un pouvoir de marché et sa persistance. À l'aide d'exemples simples (tarification dans les transports, dans les télécommunications, etc.), on étudiera les stratégies de prix du monopole discriminant.</p> <p><b>Acquis de première :</b> oligopole, monopole, pouvoir de marché, preneur de prix, coût moyen/marginal, recette moyenne/marginale.</p>

**Attentes essentielles :**

Notions	Barrière à l'entrée, pouvoir de marché, monopole discriminant.
Mécanismes	Présenter différentes stratégies qui permettent aux entreprises de détenir un pouvoir de marché et donc de fixer les prix.
Savoir-faire	Lecture et interprétation d'un diagramme en bâtons.

**Exploitation possible des documents :**

Document 1	Présentation, sur la base de l'exemple des tarifications des compagnies aériennes, de la stratégie de discrimination par les prix. Différenciation des tarifs en fonction des consommateurs (clients) : tarif réduit pour ceux qui sont plus flexibles quant à leur date de voyage et tarif plus élevé pour les voyageurs d'affaires dont la demande est très inélastique. Cette stratégie augmente le profit de l'entreprise la pratiquant.
Document 2	Les fusions-acquisitions d'entreprises françaises depuis 10 ans : en 2017, il y a eu pour 245,8 milliards de dollars de fusions-acquisitions qui ont concerné des entreprises françaises.

### Réponse possible :

- Un pouvoir de marché est la capacité d'une entreprise à influencer le prix du marché.
- Stratégie de prix du monopole discriminant : pratiquer une discrimination par les prix, c'est-à-dire opter pour des prix différents selon le type de clientèle. Le marché est segmenté selon les catégories de consommateurs. L'objectif est de s'approcher du prix correspondant, pour chaque consommateur, à sa disposition à payer. Par exemple en fonction de la clientèle, plus ou moins sensible au prix, les compagnies aériennes pratiquent des tarifs différents (document 1).
- Concentration d'entreprises pour renforcer leur pouvoir de marché : l'accroissement de la taille des entreprises, notamment grâce à des fusions-acquisitions (document 2), a pour conséquence de diminuer le nombre d'entreprises sur le marché et permet de faire des économies d'échelle.